Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:17 PM Page 1

Volume 2 - Nº 009

mai 2007

LA FORCE DE LA PAIX

ONUCI

Avançons sur La route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:17 PM Page 2

EDITORIAL

Une campagne de proximité auprès des populations

La mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou poursuit son chemin, malgré certaines lenteurs constatées dans l'exécution du chronogramme. L'ONUCI continue, dans le cadre de son mandat, de suivre de près l'évolution du processus, en suscitant plusieurs rencontres avec les acteurs politiques ivoiriens et en organisant une campagne soutenue de sensibilisation sur la promotion de la paix.

En plus, des contacts habituels avec des acteurs politiques, le mois de mai a été marqué par un événement sans précédent : une réunion au siège de l'ONUCI entre le chef de la mission, entouré de quelques collaborateurs, et une délégation de la jeunesse patriotique. Au-delà de cette rencontre, qui constituait un pas important vers la décrispation des rapports avec ce groupe, l'ONUCI a multiplié ses rencontres avec les populations au mois de mai, notamment avec les chefs traditionnels de l'Ouest du pays. Ceux-ci, soucieux d'apporter leur contribution à l'effort de paix, ont signé un accord, le 29 mai 2007, dans lequel ils se sont engagés à œuvrer pour la réconciliation et la paix dans leur zone.

La signature d'un tel engagement est un réel gage quant à l'apport essentiel des détenteurs du pouvoir traditionnel dans la résolution des conflits dans une zone considérée comme l'une des plus conflictogènes du pays. Pour donner un éclat particulier à cet engagement, l'ONUCI a décidé de le faire coincider avec la célébration de la Journée internationale des Casques bleus. Il s'agissait également de rappeler aux populations le rôle indispensable dans la sortie de crise définitive des soldats de la paix qui, loin de leurs familles, continuent, dans le respect, d'apporter leur savoir-faire aux populations.

Auparavant, la campagne de proximité de l'ONUCI était arrivée à l'autre extrémité du pays, plus précisément dans le Nord-est, dans la ville de Bouna, pour expliquer son mandat et recueillir les préoccupations des populations. La zone a Beaucoup souffert des effets de la crise, et la société civile de la région s'est fortement impliquée dans le forum, manifestant son engouement pour le retour d'une paix qui pourrait ouvrir le chemin à la fin des souffrances. Pour les fonctionnaires de l'ONUCI qui se sont rendus à Bouna, il s'agissait non seulement d'expliquer la contribution de la mission à la restauration de la paix mais aussi d'encourager la population a travailler activement pour le retour de la paix dans le pays, et dans leur région.

A Abidjan, une caravane de sensibilisation de l'ONUCI a continué de sillonner les établissements secondaires des diverses communes pour promouvoir les valeurs de la paix chez les élèves. Dans toutes les communes où la caravane est passée durant ce mois de mai, il a été question de mettre en exergue le rôle de l'école dans la promotion de l'excellence et de valeurs telles que le respect, l'amour, la tolérance et l'esprit de solidarité. Le respect pour ces valeurs constitue une condition nécessaire pour la restauration de la paix et l'éclosion d'une société harmonieuse et équitable.

ÉCOUTEZ ONUCI-FM,
LA RADIO DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE

" LA FRÉQUENCE DE LA PAIX "

ABIDJAN 96 MHZ - ABENGOUROU 94.7 MHZ - BANGOLO 93.7 MHZ
BOUAKE 95.3 MHZ - BOUNA 102.8 MHZ BONDOUKOU 100.1 MHZ
DALOA 91.4 MHZ - DANANE 97.6 MHZ - DAOUKRO 94.7 MHZ
GUIGLO 93.7 MHZ - KORHOGO 95.3 MHZ - MAN 95.3 MHZ
SAN PEDRO 106.3 MHZ - SEGUELA 95.3 MHZ
YAMOUSSOUKRO 94.4 MHZ - ODIENNE 95.3 MHZ - ZUENOULA 93.7 MHZ

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:17 PM Page 3

Interview de M. Abou Moussa après le début du démantèlement des milices à Guiglo

Le chef de la mission par intérim de l'ONUCI, M. Abou Moussa © UN / ONUCI

Onuci FM: Après ce bûcher d'armes recueillies auprès des groupes armés de l'Ouest, quelle est votre première réaction ?

Abou Moussa : Ma première réaction, c'est la satisfaction. Vous vous rappelez que depuis maintenant quelques semaines, après un certain nombre d'activités suite à l'Accord de Ouaga, on commence à exprimer notre impatience sur le volet opérationnel des choses, puisqu'il n'y a pas de doute sur le volet politique. Donc l'activité d'aujourd'hui, le bûcher qu'on a eu à voir, montre un nouveau départ et nous espérons qu'après cela les autres activités vont devoir suivre rapidement.

Onuci FM : le chef de l'Etat vous a symboliquement remis des armes. Qu'est ce que cela signifie pour vous ?

AM : C'est tout simplement la mise en œuvre du contenu de l'Accord de Ouagadougou. L'Accord de Ouagadougou prévoit que le désarmement des milices sera fait sous la supervision des forces impartiales. Donc conformément à cet Accord, le Président m'a remis, devant tout le monde d'ailleurs, un échantillon des armes pour marquer sa compréhension de l'Accord de Ouagadougou. Je crois que c'est dans ce cadre-là que cela a été fait.

Onuci FM : Il s'agit d'une remise effectivement symbolique. Qu'est ce que vous allez faire de ces armes ?

AM : Comme tous ceux qui étaient là l'ont constaté, à côté du camion militaire ivoirien qui avait convoyé les armes, vous avez pu constater que nous avons automatiquement placé nos camions pour que tout de suite après la cérémonie, les forces impartiales puissent prendre en charge la cargaison des armes qui ont été collectées aujourd'hui. Nos collègues, nos militaires vont rentrer au camp. Ils vont pointer les armes reçues, ils vont établir des copies de la liste des armes, signer et chacun aura une copie. Alors la décision finale de destination, ce qu'on fera avec ce qui a été récupéré, fera l'objet d'une autre décision collective entre le gouvernement et nous-mêmes.

Onuci FM : Le Chef de l'Etat parle de plus en plus de ramassage d'armes, est-ce que cela ne réduit pas les étapes de l'appui que l'ONUCI doit apporter à ce désarmement ?

AM : Pas du tout. Après la cérémonie symbolique d'aujourd'hui, nous revenons aux procédures établies pour la collecte des armes, le processus du désarmement des milices. Et je crois qu'à partir de demain, nos collègues chargés de désarmement vont être sur le terrain. Pour continuer. Aujourd'hui, c'est une cérémonie officielle qui marque le lancement du DDM.

Et à partir de maintenant, l'ONU, les forces impartiales vont devoir compléter ce qui reste à compléter. Vous savez que selon l'Accord, il faut deux semaines pour achever le ramassage des armes conformément aux procédures établies.

Onuci FM : Il y a de plus en plus des visites de sites de désarmement; cela va se passer sans nul doute la semaine prochaine, est-ce que ces étapes-là sont bien suivies.

AM : Nous travaillons avec le gouvernement et il y a un plan qui est établi. C' est ce plan là que nous allons tous suivre. Nous allons suivre le plan établi par le Groupe de travail qui a été mis en place pour cette partie de l'Accord de Ouagadougou. Tous ceux qui sont impliqués vont suivre le plan.■

Onuci-FM

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:17 PM Page 4

L'ONUCI assure les chefs traditionnels de son appui à leurs efforts pour la consolidation de la paix

Une partie de l'assistance, lors du premier anniversaire de l'investiture de chef de canton de souin ...

Une délégation de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), dirigée par la Directrice de l'Information publique, Mme Margherita Amodeo, a pris part le 11 mai 2007, à Man, à la commémoration du premier anniversaire de l'investiture du chef de canton de Souin, célébrée sous le thème de la réconciliation.

Madame Amodeo a félicité le chef, M. Kpan Raphael Tiémoko, dont le canton comprend des quartiers de Man, une ville située à 570 kilomètres à l'ouest d'Abidjan, ainsi que 31 villages environnants. Elle a rendu un vibrant hommage aux chefs traditionnels en tant que " dépositaires des traditions et des coutumes ", avant de leur demander d'être de dignes multiplicateurs de la paix.

Rappelant le rôle indispensable des chefs dans la promotion du pardon, de la tolérance, de la réconciliation et de l'harmonie entre les habitants de la région, en particulier, et du pays en général, Mme Amodeo les a exhortés à jouer pleinement leur partition, qui demeure indispensable au retour définitif de la paix en Côte d'Ivoire.

...en présence de Mmes Margherita Amodeo, Directrice de l'Information Publique de l'ONUCI et Marie Puchon, responsable du Bureau de l'Information Publique à Man
© UN / ONUCI

Elle a demandé à l'assistance de soutenir dans le respect des traditions et coutumes, les chefs traditionnels, qui sont appelés à être des repères essentiels et des piliers incontournables dans la prévention et la résolution des conflits. S'adressant au chef de canton, Mme Amodeo l'a exhorté à cultiver un leadership tourné vers la concrétisation d'un idéal de paix, de justice et d'harmonie entre tous ses administrés.

La directrice de l'information a rassuré ses hôtes que l'ONUCI, convaincue du rôle incontournable de la chefferie traditionnelle, ne ménagera aucun effort pour l'appuyer. Elle a également invité les chefs traditionnels à un forum de l'ONUCI à Bangolo le 29 mai 2007.

Une cinquantaine de chefs de village et de quartier de la région des 18 Montagnes, les autorités administratives, militaires et civils de Man, des représentants de toutes les couches sociales de la ville et des représentants de l'ONUCI ont honoré de leur présence cette fête, qui s'est tenue à Voungoué, village natal du chef de canton, situé à une dizaine de kilomètres du centre ville. ■

Martin Krakra

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:17 PM Page 5

L'ONUCI obtient l'engagement des chefs traditionnels

Signature de l'accord de Bangolo par les chefs traditionnels de l'Ouest © UN / ONUCI

Les chefs traditionnels de l'Ouest de la Côte d'Ivoire ont signé le 29 mai 2007 à Bangolo (516 km d'Abidjan) un engagement consacrant leur appui au processus de paix au cours d'un forum initié par l'Opération des Nations Unies pour célébrer la Journée internationale des Casques bleus. Ce document paraphé par les chefs traditionnels du Moyen Cavally, de la région des 18 Montagnes et de la Région de Bangolo, est la preuve de au processus de paix par leurs efforts pour promouvoir les valeurs de tolérance, d'amour, de concorde et de coexistence pacifique

Devant plus de 700 personnes dont le Gouverneur militaire du Moyen Cavally et les autorités gouvernementales et locales, les chefs traditionnels ont affirmé leur volonté d'établir et de consolider la cohésion sociale dans les zones sous leur autorité.

La cérémonie, placée sous le thème de " la cohésion sociale, facteur de paix ", a également enregistré une forte présence des Casques bleus venus rendre hommage à leurs collègues tombés sur le champ d'honneur au service de la paix et réitérer leur volonté de soutenir les efforts destinés à mettre fin à la crise en Côte d'Ivoire.

La première partie de la manifestation de Bangolo a débuté par la levée des couleurs, le dépôt de gerbes de fleurs à la mémoire des Casques bleus disparus en Côte d'Ivoire suivis d'une parade militaire par les contingents de deux sections de l'ONUCI avec leur musique respective: pakistanaise et bangladaise. Comme il est de tradition, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a livré un message d'hommage à tous les hommes et toutes les femmes qui ont donné leur vie au service de la paix au cours de l'année écoulée et à ceux qui participent aux opérations de maintien de la paix dans le monde.

Le Général Mainul Islam, Commandant du secteur Ouest qui présidait la cérémonie, a, pour sa part, lu un message du Commandant de la Force de l'ONUCI, le Général Fernand Marcel Amoussou, qui a loué l'accomplissement des tâches par les Casques bleus en Côte d'Ivoire " malgré le manque de conditions idéales de travail ".

En conclusion, le Commandant de la Force a exhorté les soldats de la paix à utiliser toutes leurs capacités afin d'assurer l'accomplissement du mandat de la mission. Dans le même registre, la Directrice de l'Information Publique de l'ONUCI, Margherita Amodéo, a, au nom du Chef de la mission par intérim, Abou Moussa, rendu un vibrant hommage aux soldats de la paix et exhorté les uns et es autres à saluer " leur professionnalisme, abnégation et leur dévouement au service de la paix en Côte d'Ivoire ".

Pour terminer, Mme Amodeo a situé le sens de cette double cérémonie notamment la célébration de la Journée internationale des Casques bleus et la tenue du forum de cohésion sociale. Elle a indiqué que cela " marque la complémentarité des actions des chefs traditionnels avec celle des Casques bleus. " Vous êtes tous les soldats de la paix, et c'est pour cette raison que vos belles retrouvailles coïncident aujourd'hui avec la célébration de cette fête", a-t-elle conclu.

Les élus locaux ont, au cours de leurs interventions salué les actions de l'ONUCI en faveur de la paix dans leur région. " Si Bangolo est pacifié et sécurisé aujourd'hui, c'est grâce aux forces impartiales et aux Forces de Défense et de Sécurité ivoiriennes ", a indiqué le maire Guéi Aimé.

Le Préfet du Département de Bangolo, Henriette Nemlin, a, pour sa part, attiré l'attention des chefs traditionnels sur leur rôle dans le processus de réconciliation. " Un bon chef ne milite dans aucun parti politique. Il doit être le dernier recours dans les conflits. De son honorabilité et son respect, dépendent sa neutralité et son intégrité ". Elle les a interpellés sur leur devoir vis-à-vis de leurs enfants. " ne laissez plus les jeunes aller à vau-l'eau. Encadrez-les avec autorité… ".

Intervenant au nom du Ministre de la Défense et du chef d'Etat major des FDSCI, le Gouverneur militaire de la région, Guié Globo, a invité les populations à s'inscrire dans le processus de la paix et à pardonner en faisant un pas résolu sur la route de la paix.

Auparavant, une minute de silence a été observée en l'honneur des Casques bleus décédés.■

Juliette Amantchi

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:18 PM Page 6

Route Guiglo-Peace town: Fruit de la coopération entre militaires

Coupure du ruban par le Gal Mangou © UN / ONUCI

" Le vrai métier du soldat naval c'est de faire la paix. Faire la paix, c'est construire ". C'est forts de cet adage que les Généraux Philippe Mangou, Chef d'Etat-Major des Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI), Amoussou, Commandant de la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et Antoine Lecerf, Commandant de la Force Licorne, se sont retrouvés dans la région de Guiglo, dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, pour l'inauguration de la route Guiglo-Peace Town, longue de 5 km.

Réhabilitée dans le cadre de la coopération militaire entre les trois armées, cette route a connu d'importantes modifications techniques afin d'en améliorer la performance. Elle devra contribuer au désenclavement de certaines zones de production agricole autour de Guiglo, d'où la joie immense des populations, traduite par le représentant du Maire de la ville, M. Douai Jacques, qui a salué chaleureusement la collaboration entre les FANCI, l'ONUCI et la Licorne.

" Grâce à cette réalisation, a dit M. Douai, la population de Guiglo découvre que l'armée n'est pas là seulement que pour faire la guerre. Elle peut aussi apporter un appui technique pour la reconstruction du pays ". Pour leur part, les trois généraux se sont félicités du succès de la coopération entre leurs armées et se sont déclarés déterminés à entreprendre d'autres actions de ce type pour soutenir la marche de la Côte d'Ivoire vers la paix.

Intervenant lors de la cérémonie, le Gal Lecerf a déclaré que le vrai métier du soldat, c'est de faire la paix. " Faire la paix, c'est construire, et c'est le sens de cette route réhabilitée ensemble, " a-t-il dit. " Cela veut dire que le temps de la guerre est fini et que la paix est devant nous ".

Pour sa part, le Gal Amoussou s'est dit heureux de constater la liesse populaire qui accompagnait la cérémonie, ce qui n'avait pas été le cas lorsqu'il avait visité Guiglo en janvier 2007. Il a aussi réitéré la disponibilité de l'ONUCI d'aider à la reconstruction de la Côte d'Ivoire.

S'adressant aux centaines d'habitants qui ont assisté à l'inauguration, le Gal Mangou a signalé que la réhabilitation de la route était une expression " de la main tendue des Forces impartiales à l'endroit de la population en vue d'une nouvelle relation loin des tristes événements passés ". Notant que " le mur de méfiance est désormais brisé " il a invité la population à s'engager aux côtés des forces impartiales pour la reconstruction du pays.

Sébastien Caron

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:18 PM Page 7

Le village de Boli témoigne sa reconnaissance à l'ONUCI pour le retour de la paix entre ses habitants

Le chef des Gnangui sud et ses notables © UN / ONUCI

Boli, 70 km au Nord de Yamoussoukro. Les jeunes filles en tenue traditionnelle baoulé qui se tiennent derrière le chef des Gnangui Sud sont de l'ethnie Malinké (Dioula). Entre leurs mains elles tiennent les attributs de la chefferie Gnangui, un clan baoulé. Devant elles, des chefs Malinké et Baoulé sont assis côte à côte, le tout symbolisant la réconciliation entre ces deux communautés.

Deux ans auparavant, des violences avaient éclaté entre Malinkés et Baoulés de Boli. Des maisons avaient été incendiées, des centaines de personnes déplacées. Le calme était revenu dans ce village de 15.000 âmes grâce aux efforts conjugués de plusieurs instances, dont les autorités administratives, l'ONUCI et la Force Licorne.

C'est ainsi qu'une délégation de la Division des Droits de l'Homme de l'ONUCI qui s'est rendue dans le village le 16 mai 2007, a été accueillie par une foule reconnaissante d'environ 400 personnes.

Il s'agissait, pour la délégation, de rencontrer les partenaires du bureau régional des Droits de l'Homme de Yamoussoukro, comme elle l'avait fait lors des étapes précédentes d'une tournée qui l'a emmenée dans diverses régions de la Côte d'Ivoire. Arrivée sur place, une suprise l'attendait. Traduisant la gratitude des habitants, un représentant du chef du village a remercié la délégation des actions entreprises par l'ONUCI pour ramener la paix dans le village au plus fort de la crise. Puis, pour souligner sa reconnaissance, le chef Nanan Yao Kouadio Paul, a intronisé le chef de la délégation, M. Simon Munzu, directeur de la Division. Le nouveau membre honoraire de la chefferie gnangui, a reçu le nom de Nanan Abo Kouadio II, en mémoire du fondateur du village, Nana Abo Kouadio I.

Le Directeur de la Division des Droits de l'Homme de l'ONUCI, M. Simon Munzu © UN / ONUCI

Remerciant ses hôtes pour l'accueil chaleureux et l'honneur inattendu, M. Munzu a remarqué qu'aux Nations Unies, des personnes d'origine différente travaillent tous ensemble. "Alors qu'est-ce qui pourrait séparer des frères ivoiriens, qu'ils soient Baoulés ou Dioulas ? " a-t-il demandé à l'assistance.

Il a exhorté les habitants de Boli à enlever la haine, la rancune, l'égoïsme et la violence de leur cœur " car tout cela ne sert à rien ". Rappelant la souffrance engendrée par le conflit, il a noté que " en quelque secondes, tout a été détruit, mais pour tout reconstruire cela prendra des mois et des années. Ne soyez donc pas impatients car on n'obtient pas la paix et tout ce qui va avec en quelques secondes. "

L'ONUCI compte apporter sa contribution à la réhabilitation du village : une demande de soutien pour un projet à impact rapide portant la reconstruction de maisons détruites lors du conflit a été remise à M. Munzu lors de la cérémonie.

Celle-ci a vu la participation du Sous Préfet de Didievi, de l'ONG internationale Care et du Programme National de Démobilisation, Désarmement et Réintégration le PNDDR, tous ayant contribué à ramener la cohésion sociale aux 11 hameaux qui composent le village de Boli.■

Lassila Nzeyimana

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:18 PM Page 8

L'ONUCI à l'écoute des populations de Bouna

Des représentants de l'ONUCI lors du forum de Bouna © UN / ONUCI

Les effets de la crise sur la ville de Bouna, située à 650 kilometres au Nord-est d'Abidjan, sautent aux yeux. Il y a plusieurs maisons délabrées et, dans certain cas, abandonnées. Certains bâtiments administratifs n'ont ni toits ni fenêtres. Le ramassage des ordures a été interrompu parce que les tracteurs chargeurs de la mairie ont été endommagés.

D'autres retombées de la crise sont moins visibles, comme le manque de services de base et l'aggravation des conflits socio-économiques, cités parmi leurs préoccupations principales par les participants à un forum organisé le samedi 12 mai 2007 par l'ONUCI à l'intention de la société civile de la ville.

Les quelque 400 participants avaient également d'autres préoccupations, dont le manque de progrès tangible dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR).

Le forum a réuni des représentants de la société civile ainsi que l'adjoint au commandant de zone des Forces Nouvelles (FN) de Bouna, l'adjoint au maire, des chefs traditionnels et religieux, ainsi que des représentants de partis politiques. Une fois les libations et discours traditionnels de bienvenue terminés, des représentants de l'ONUCI ont expliqué le rôle et l'action de leurs sections respectives.

Au moment des échanges, un jeune homme se précipite pour prendre la parole. " Nous voulons des routes bitumées. Il n'y a pas de radio, sauf ONUCI FM. On n'a pas d'hôpital à Bouna. Quand une femme tombe malade, on est obligés de l'envoyer au Burkina Faso ", ce qui est impossible sans argent, lance-t-il. " Il n'y a pas d'eau. Il n'y a pas de courant…

A partir d'aujourd'hui, nous voulons une ambulance. A partir d'aujourd'hui ou demain, ils n'ont qu'à nous envoyer des méde-cins et des infirmiers compétents à Bouna ". L'assistance montre sa reconnaissance envers ce porte-parole des doléances de la communauté par un tonnerre d'applaudissements.

Son réquisitoire a été confirmé par les rapports des trois groupes de travail qui ont participé à un atelier préparatoire baptisé 'pré-forum' lors duquel ils ont recueillies des informations qu'ils avaient recherchées chez les habitants. Le rapport du Groupe de travail sur les services sociaux a fait état d'une détérioration sévère de services essentiels tels l'eau, l'élec-tricité, la santé publique et l'éducation, qui souffrent d'un manque de ressources financières, matérielles et humaines, même si les efforts conjoints de l'ONUCI, des agences humanitaires, de quelques fonctionnaires de l'Etat et des ONG locales ont permis d'éviter le pire.

Un conflit continu entre pastoraux et fermiers demeure une préoccupation majeure, selon le Groupe de travail sur la cohésion sociale, qui a noté qu'il était en passe de devenir un conflit inter-ethnique. Par ailleurs, les parties ont commencé à remettre en question les mécanismes traditionnels et militaires de gestion des conflits, arguant que les amendes imposées étaient trop élevées ou que les arbitres favorisaient le camp opposé, selon le rapport du groupe.

La crise a eu un effet significatif sur les femmes et les jeunes, selon le Groupe de travail sur le genre et le développement. Dans chacune de leurs activités économiques traditionnelles - cultures maraichères, élevage de volaille et de bétail à petite échelle, commerce de détail - les femmes ont dû faire face au retrécissement de la demande, dû au départ des fonctionnaires, aux déplacements de population engendrés par la crise, à l'appauvrissement des habitants demeurés sur place et aux " taxes " imposées par les autorités.

Ces facteurs ont également affecté les jeunes, qui interviennent surtout dans les domaines de l'agriculture, du transport, de la coiffure, de la revente de la volaille et de l'anacarde, de la mécanique et de la couture.

D'autres questions soulevées par les groupes de travail concernaient les droits humains des femmes et des jeunes filles, qui sont souvent ignorés ou sacrifiés du fait des pressions socio-culturelles sur elles. ■

(suite à la page 9)

Parmi celles-ci, l'excision, les mariages forcés et l'exploitation des jeunes filles en tant que vendeuses d'eau ou domestiques. Ils ont ajouté que des mineures étaient parfois victimes d'exploitation sexuelle compte tenu de leur pauvreté.

Parmi leurs recommandations, les groupes de travail ont souligné le besoin d'impulser la réunification du pays, qui permettra le redéploiement de l'administration, l'élimination des barrages routiers, l'installation de barrages d'irrigation et de pompes à eau, et la création d'un fonds de soutien financier pour les petits commercants.

Ils ont aussi suggéré le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des ONG locales qui travaillent dans le domaine de la cohésion sociale, le financement de projets

Les populations prennent connaissance des supports de l'ONUCI © UN / ONUCI

visant les jeunes, les femmes et les leaders d'opinion communautaires, et la sensibilisation de la communauté, ainsi que sa mobilisation, autour des droits des femmes et des enfants.

D'autres points clefs ont été soulevés, dont le sort des enseignants volontaires et l'absence de services de télévision ou de radio, à l'exception d'ONUCI FM. Les participants ont souligné l'importance d'avoir des émissions en langues locales pour atteindre la majorité de la population qui ne comprend pas le français.

A cet égard, on a demandé un soutien additionnel pour la radio de proximité locale qui avait bénéficié d'un don d'équipements de l'ONUCI dans le cadre d'un projet à impact rapide, mais attend la réhabilitation de son local pour devenir opérationnelle. ■

Kenneth Blackman

Banbatt reçoit l'hommage de la ville de Danané

Baptême de la rue Bangladesh à Danané © UN / ONUCI

Hommage exceptionnel que celui rendu par la ville de Danané (625 km à l'Ouest d'Abidjan) au contingent militaire bangladais stationné dans la région de Man, Banbat-3 : le 21 mai 2007, l'une des plus belles routes de Danané, reliant la Place de la Mairie au carrefour de l'Axe de la Paix et longue de 800 mètres, a été baptisée du nom de " Rue Bangladesh ".

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs autorités de la ville en l'occurrence le représentant du Préfet de Danané, le Commandant militaire de secteur des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN), le Maire résident et des chefs traditionnels. Du côté de l'ONUCI, on notait la présence du Commandant du secteur Ouest, le Général Mainul Islam, ainsi que de plusieurs officiers et sous-officiers du bataillon bangladais, des officiers de la Police des Nations Unies, et des observateurs militaires. Des représentants de la Force Licorne ont également assisté à la cérémonie.

A cette occasion, le Maire Deli Jacques a salué les " qualités exceptionnelles et le sens de la fraternité et de l'amitié " avec lesquels les différents chefs militaires ainsi que les soldats bangladais se sont acquittés de leur mission dans le secteur de Danané. Il a également rendu hommage à leurs " qualités militaires et civiles indéniables " et souligné que les militaires bangladais s'étaient " montrés disponibles, entretenant de bonnes relations avec les Forces Nouvelles et les autres forces impartiales, sans oublier les populations de Danané ".

Le maire a par ailleurs rappelé les efforts et le soutien que le bataillon bangladais a consentis pour venir en aide directement aux populations de Danané, depuis leur déploiement dans la ville, à un moment où les effets de la crise étaient des plus désastreux pour les familles. M. Deli a aussi formulé le vœu que les relations entre la Côte d'Ivoire et le Bangladesh se raffermissent à travers le jumelage de la ville de Danané et celles de Chittagon et Dacca, au Bangladesh. ■

Marie Puchon

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:18 PM Page 10

L'ONUCI reçoit une délégation de jeunes patriotes

Le Chef de mission par intérim de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), M. Abou Moussa, a reçu le 24 mai 2007 au siège de la mission, une délégation des Jeunes Patriotes conduite par le Vice-Président de l'Alliance Patriotique, Richard Dakouri.

Evoquant les rapports entre l'ONUCI et les Jeunes Patriotes, M. Dakouri a présenté les excuses de son groupe pour toute action hostile à l'encontre de la mission. Il a attribué la mésentente entre les Jeunes Patriotes et l'ONUCI au fait que la mission n'avait pas rencontré le groupe pour l'écouter.

La délégation a remercié l'ONUCI pour son rôle dans le processus de paix, tout en.demandant le concours de la mission pour la levée des sanctions onusiennes contre le dirigeant des Jeunes Patriotes, M. Charles Blé Goudé. Cette requête est motivée, à en croire la délégation, par les efforts déployés par M. Blé Goudé en faveur de la paix et de la réconciliation et reconnus par le Gouvernement qui lui a décerné un prix de la paix

Pour sa part, M. Moussa a noté que le processus de paix ivoirien était entré dans une phase cruciale et, partant, il importait d'accroitre les contacts à tous les niveaux. Sa rencontre avec les Jeunes Patriotes, a-t-il dit, s'inscrivait dans ce cadre.

Notant que la situation en Côte d'Ivoire s'était améliorée depuis la signature de l'Accord de Ouagadougou, il a assuré le groupe que l'ONUCI continuerait d'appuyer les efforts des diverses parties en vue de faciliter le retour de la paix.

Le chef de mission par intérim. a également expliqué les procédures à suivre afin d'obtenir la levée de sanctions, faisant remarquer que la décision finale incombait au Comité des Sanctions de l'ONU. L'ONUCI, a-t-il expliqué, continuera à jouer son rôle auprès du Comité, en tant que relais d'informations, y compris sur les actions faites par les uns et les autres en vue de faire avancer le processus de paix.

Juliette Amantchi

L'ONUCI sensibilise les élèves de Yamoussoukro sur la paix et la réconciliation

Mme Esther Djerang , chef du poste l'UNPOL Yamoussoukro s'adresse aux élèves © UN / ONUCI

" Sensibiliser les élèves du Collège Notre-Dame des Lacs à la paix et à la réconciliation et les informer sur le mandat et les activités de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire " : tel était l'objectif visé par le Bureau de l'Information Publique de l'ONUCI à Yamous-soukro, lors d'une séance d'information tenue le 22 mai dernier au sein de cet établissement scolaire.

Diverses sections de l'ONUCI dont le Bureau de l'Information Publique, les Divisions de l'Assistance électorale et des Droits de l'homme, et la Police des Nations Unies (UNPOL), ont adressé des messages de paix à une centaine d'élèves rassemblés dans ce collège à l'occasion de la rencontre.

Elles on également expliqué leur rôle et leurs activités, avant de donner aux élèves l'occasion de poser des questions.

Parmi les principaux sujets de préoccupation des élèves figuraient le processus de suppression de la zone de confiance, la protection des enfants et particulièrement la situation des enfants soldats et la réintégration des ex-combattants, et le pouvoir de l'ONUCI pour faire progresser le processus de paix. Les élèves ont également posé des questions sur les actions entreprises par l'ONUCI face aux violations des droits de l'homme et au racket exercé par certains agents des forces militaires et para militaires.

A la fin de la séance, un jeu de questions/réponses sur l'ONUCI et le processus de paix a été organisé, au cours duquel les élèves ont fait montre de leur capacité d'assimilation du contenu des différents exposés. Fidèle à son image de " radio de la paix ", ONUCI-FM a couvert la manifestation et a permis aux élèves d'exprimer leur satisfaction et leur souhait que cette initiative de l'ONUCI ne soit pas la dernière.

Lassila Nzeyimana

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:19 PM Page 11

La construction d'une paix durable passe par l'éducation à la paix

Favoriser le développement d'une culture de la paix chez les jeunes par la sensibilisation aux valeurs et pratiques telles que la tolérance, le respect, le pardon, la réconciliation et le dialogue, tout en les informant sur le travail de l'ONUCI, voilà le but de la caravane scolaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Initiée le 14 février 2007 par le Bureau de l'Information publique la caravane a visité des écoles dans sept communes d'Abidjan du mois de mars au mois de mai: Plateau, Adjamé, Bingerville, Attécoubé, Treichville, Anyama et Yopougon. Suivront les communes de Cocody, Abobo, Koumassi, Marcory et Port-Bouet, avant l'apothéose, en juin, au Palais de la Culture de Treichville, à laquelle participeront des élèves de toutes les communes.

Les séances suivent un schéma bien défini. A chaque étape, des fonctionnaires de l'ONUCI échangent avec les lycéens et collégiens sur le mandat de leurs sections respectives.

Le processus de paix et l'implication de l'ONUCI sont également à l'ordre du jour de chacune de ces rencontres. Les étudiants visitent des stands tenus par les représentants des sections de la mission. Ils participent à des ateliers sur divers aspects du travail de l'ONUCI ainsi que des jeux concours sur l'ONU, l'ONUCI et le processus de paix. Et ils dansent et chantent pour la paix.

Les élèves ont montrés un vif intérêt pour le bandes déssinées de l'ONUCI © UN / ONUCI

Une des équipes en compétition au jeu-concours "Génies en herbe" initié par l'ONUCI © UN / ONUCI

Traduisant l'esprit de la caravanes lors d'une de ses étapes, le porte-parole de l'ONUCI, Hamadoun Touré, explique qu' un " élève éduqué à la paix est un adulte qui dédiera sa vie à cet idéal sans lequel aucun développement viable n'est envisageable". Même son de cloche du côté des enseignants des établissements visités, tels le Lycée moderne de Treichville, où le proviseur, " Madame Assamoi Anzian Marguerite, indique qu'il faut planter " dès aujourd'hui les germes de paix dans l'esprit de nos enfants ".

Ailleurs, c'est Mme Margherita Amodeo, Directrice du Bureau de l'Information publique qui invite ses jeunes interlocuteurs à " toujours garder précieusement votre innocence d'esprit, votre idéalisme et votre engagement dans tout ce en quoi vous croyez et qui vous tient à cœur [...] ; dans cet esprit, vous allez toujours vivre en paix avec vous-même et avec autrui ".■

Kenneth Blackman

Mise Newsletter VERSION FRENCH.qxp 8/2/2007 5:19 PM Page 12

La Licorne réhabilite un centre de santé urbain à Nimbo

Le centre réhabilite à Nimbo © UN / ONUCI

L'éducation, la santé et la création d'une société civile dynamique sont les trois principaux objectifs que visent les actions civilo-militaires (ACM) de la Force Licorne en Côte d'Ivoire. Dix-neuf hommes et femmes travaillent au sein de l'unité ACM. Ils sont basés à Abidjan, à Yamoussoukro, Daloa, Man et Bouaké.

Un projet ACM de la Licorne peut voir le jour dès lors que des officiers en activité s'aperçoivent par exemple, que des élèves sont dans une salle de classe sans toiture ni table bancs. " Quand il m'arrive de constater une telle situation, je me dis qu'il nous faut absolument faire quelque chose pour y remédier ", explique le Général Antoine Lecerf, Commandant de la Force Licorne.

En 2006, 22 écoles ont été rénovées par les ACM de la Licorne, 260 table-bancs et bureaux ont été offerts aux écoles et 10 000 fournitures scolaires ont été distribuées aux élèves âgés de 6 à 18 ans.

D'autres projets sont élaborés à une plus grande échelle, telle que la rénovation du Centre de santé urbain de Nimbo, inauguré le 11 mai 2007 à Bouaké. Cette réalisation a été effectuée après l'accord du Général Lecerf obtenu par le Ministre ivoirien de la Santé avec l'appui du Représentant-résident du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Côte d'Ivoire, M. Youssouf Omar, pour la reconstruction du centre de santé de Nimbo, qui était en ruine. Cette réhabilitation a nécessité un investissement de 24 millions de francs CFA et des centaines d'heures de travail de la part de la Licorne .

L'UNICEF s'est engagé à fournir tout le matériel nécessaire pour le fonctionnement du centre. A l'issue de la cérémonie d'inauguration, le Fonds s'est proposé de fournir des équipements de bureaux pour la salle de réception et pour les bureaux des médecins. Pour sa part, le Ministère de la Santé affectera au centre du personnel qualifié pour son fonctionnement.

Lors de cette la cérémonie, la Ministre de la Famille, Mme Jeanne Adjoua Peumond a remercié les Forces françaises et leur gouvernement pour cette assistance.

Le Centre de santé urbain de Nimbo, spécialisé dans les soins de maternité et de santé néo-natale, fournira des traitements à plus de 25000 personnes.

Lee Woodyear

LE SENBAT redonne sourire à un enfant victime de graves blessures

Le jeune Demiche et sa mère © UN / ONUCI

Le bataillon sénégalais de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), basé à San Pedro (ville portuaire située à 368 kilomètres au sud ouest d'Abidjan), a apporté une assistance à un enfant victime de graves brûlures des membres inférieurs le 9 mai 2007.

Issu d'une famille défavorisée, le petit Démiché, âgé de six ans, s'est brulé au 3ème degré en tombant dans le four d'une fabrique artisanale de charbon de bois dans le quartier Grand Bardot à San Pedro.

La sœur de la victime ayant demandé secours auprès du bataillon sénégalais, une équipe comprenant le médecin du bataillon s'est rendue sur place pour étudier le meilleur moyen de porter secours au brûlé. Démiché a bénéficié d'une prise en charge médicale d'urgence pour circonscrire l'infection.

Le Commandant Matar Diop a assuré que l'enfant était maintenant hors de danger. Une quête a été ouverte au niveau du Senbat et le détachement Licorne, en vue de contribuer à la prise en charge par l'achat de médicaments.

Le Senbat, en plus de l'exécution des tâches qui font partie de son mandat, offre quotidiennement des soins médicaux gratuits aux habitants de la région de San Pedro dans son hôpital de niveau 1.

Marie Mactar Niang

Directeur de publication : **Margherita Amodeo -** Conseiller : **Hamadoun Touré** - Rédacteur en Chef : **Kenneth Blackman**
Crédits photos : **Ky Chung, Basile Zoma**
Publié par le Bureau de l'Information Publique - **www.onuci.org**
Ensemble pour la PAIX